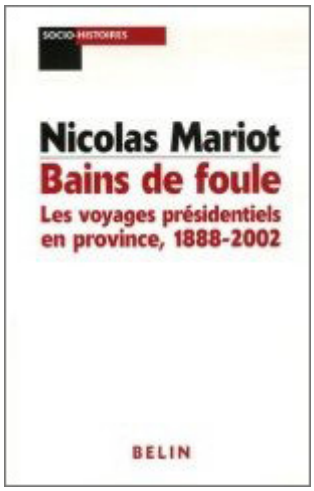
L’effervescence publique entretient-elle le lien social ?

Nicolas Mariot, Bains de foule, Les voyages présidentiels en province, 1888-2002, 2006.

Par Christian Ruby et Vladimir Bertrand



Il faut commencer par un rappel, auquel l’auteur, chargé de recherches au Cnrs (Amiens), ne cesse de nous reconduire : il existe de nombreux présupposés, répétés à satiété, concernant les rituels politiques et les comportements collectifs dans les lieux publics (voyages présidentiels, haies d’honneur, réunions de masse). Les commentateurs et journalistes ne cessent de les réaffirmer : les grands moments de fête, les liesses collectives et les cortèges ont une fonction sociale, celle d’intégrer les individus à la société (au demeurant le propos est aussi tenu par Émile Durkheim et Marc Bloch) ; le déploiement de l’effervescence collective joue un rôle dans la construction de l’identité nationale (ainsi l’affirme aussi Olivier Ihl) ! Et les hommes politiques aiment à se le laisser dire, eux qui font régulièrement des tournées en « province » ou au « coeur de la France ».

Tout cela est-il aussi certain que les discours le laissent entendre ? Justement non. Il va falloir en rabattre largement sur ces affirmations. C’est tout l’objectif de cet ouvrage. Il n’est pas sûr qu’il faille attribuer tant de performances aux rituels politiques. Chacun peut, pour soi-même, faire une expérience : les portraits

officiels de nos Présidents, ceux sous lesquels nous remplissons nos papiers administratifs, nous font-ils tant d'effets que cela ?

Ces présupposés reposent sur des erreurs que met au jour Nicolas Mariot. La première erreur est celle-ci : l'effervescence politique (rassemblement pour faire cortège à un homme politique, haies d'honneur), c'est-à-dire finalement un ensemble de comportements, serait lisible directement. Applaudir quelque candidat aux élections ou quelque Président de la République en voyage, ce serait adhérer à ses idées ! Le collectif se fonderait par conséquent sur des sentiments réels reflétés dans ces manifestations ou des sentiments à éprouver (les moments de communion étant réputés de bien belles choses).

Même si nous abrégeons la présentation du propos de Mariot, chacun peut apercevoir d'emblée l'intérêt pour les chercheurs (ici plus particulièrement en sociologie et en ethnographie) de la perspective ainsi construite. Ce travail se rattache à une veine importante de la sociologie contemporaine, qui a décidé de s'emparer de la question des émotions publiques sans céder aux facilités. Appuyé sur des enquêtes de terrain, l'objet de la recherche, centrée sur les cadres sociaux des enchantements personnels et des manifestations acclamatives, s'énonce ainsi : « Il s'agit de montrer comment la liesse ou l'effervescence peuvent être à la fois en dehors des individus comme modèle préétabli, et dans l'individu "sous la forme d'aptitudes acquises d'abord par l'apprentissage social, ensuite seulement par la formation de soi-même" » (la citation renvoyant au philosophe Vincent Descombes). Certes, toutes ces manifestations sont appelées des démonstrations. Mais s'en tenir à un raisonnement, portant sur les seuls individus signifierait que les participants adhèrent à ce qu'on veut leur montrer. Encore peut-on au moins se demander si les spectateurs participent parce qu'ils sont adhérents ou s'ils adhèrent parce qu'ils participent ?

Vieux classique pascalien : la croyance fait-elle le rite ou le rite fait-il la croyance ?

Rien n'est moins assuré, en effet, que ces propos habituels. Et ce que la liesse a de social tient sans doute à d'autres choses. La relation sociale qu'elle instaure repose sur une représentation collective qui préexiste à ses réalisations. Peut-on

rigoureusement prêter ainsi des raisons d'agir aux individus ? Les sciences sociales doivent-elles se laisser prendre au piège de la conscience claire ?

La discussion va révéler que :

1) Il existe une limite à l'intériorisation des règles du jeu politique et des rituels, même dans l'engagement militant *a priori* le plus personnel ;

2) C'est dans cette limite à l'intériorisation qu'il faut situer le caractère social de ces actes. Autrement dit, ce qui fait la sociabilité des actes ne relève pas d'un partage de sentiment. Pour qu'ils remplissent la fonction qu'on attend d'eux, et deviennent donc efficaces, il faut qu'ils soient construits dans des systèmes de reconnaissance, et que des normes sociales préexistent.

Il faut se donner au peuple.

Travaillant essentiellement sur les voyages présidentiels, l'auteur n'établit pas systématiquement l'histoire et la conception de ces voyages, afin de nous montrer comment et par quel travail les institutions dirigées par les hommes politiques ont été conduites à leur élaboration, à leur rationalisation, et à leur légitimation, notamment ici dans les pratiques de la Présidence de la République. Il admet d'emblée la stabilisation progressive de cette institution et l'efficacité qui lui est reconnue par les participants à ce jeu socio-politique. Car cette institution fait désormais l'objet, de la part des personnels politiques, d'une représentation obsédante : le geste par lequel le Président de la République se rend en province (ou désormais dans les Régions) aurait un effet auprès des populations visitées et par ricochet sur l'opinion française tout entière. Ce qui suppose, en retour, que les mêmes personnes conçoivent que le peuple est en attente de cette visite. La foule est censée espérer la visite du chef de l'État… dans la tête des organisateurs, du moins.

Or, voilà ce qu'établit l'ouvrage. Tout cela exprime une vision idéalisée des rapports entre gouvernants et gouvernés, dans laquelle la légitimité des premiers dépend de l'adhésion, du soutien des seconds. Tout renvoie donc moins à une réalité qu'à des idées préconçues de la politique et de la République dans son rapport au peuple. À un style de gouvernement donc. Le registre officiel des

discours de justification des voyages présidentiels ? c'est en ce point que commence l'étude ? est toujours le même : il faut se donner au peuple, il faut que le politique s'offre au peuple. De ce fait, les voyages s'imposent donc aux Présidents, plus que l'inverse.

Qu'il existe et qu'on puisse constater des variations sur la conception des voyages d'un gouvernement à un autre, les uns se focalisant sur le registre moral (faire aimer la République), les autres sur le contact populaire, les derniers sur le désir d'obtenir l'adhésion des masses, l'élu du peuple a besoin de cette sensation venue du bas, qui n'est pas sans renforcer la popularité dont il se croit l'objet.

Les justifications ne manquent pas, aux yeux du Président lui-même, rompu à ces présupposés : appel de la province, nécessité de serrer des mains, obligation qu'on se fait de sortir du Palais présidentiel, voire de sortir de Paris et de quitter sa « tour d'ivoire »… Autant de justifications constamment répétées, quand elles ne sont pas associées à l'apologie de la proximité avec le peuple. N'est-ce pas le fonds commun des textes découverts par le sociologue dans les archives dans lesquelles il a puisé ? Au point qu'il n'est pas nécessaire d'interroger longtemps les participants et les spectateurs convaincus de ces prestations publiques pour s'apercevoir qu'ils expriment les sentiments qu'on leur prête.

Des manières d'agir et de penser instituées.

Au cours de sa recherche, un doute efficace s'est insinué dans son esprit. Est-on si certain que tous les participants à une manifestation de ce type veuillent adhérer aux propos tenus devant eux, et qu'ils ne soient pas venus seulement pour faire la fête ou aller plus simplement passer quelques moments en ville ? Examinant une enquête de 1993, portant sur un voyage de François Mitterrand dans le Nord, l'auteur remarque une nette différence entre l'impression reçue, par les journalistes, au sein du cortège même du Président et les enquêtes réalisées au même moment auprès des spectateurs. Il construit progressivement cette idée d'une impossibilité de se fonder sur la représentation médiatique de l'événement pour juger de l'état d'esprit de ceux qui composent le public, en un

mot l'instance de réception. D'ailleurs, ne doit-on pas aussi tenir compte de ceux qui, durant l'événement, ne voient rien, de ceux qui, du sein de la foule, ont du mal à voir quelque chose, ou sont finalement surpris par la fugacité de la visite ?

Curieusement aussi, les documents préparatoires aux voyages présidentiels ne cessent de mettre les citoyens en posture de spectateurs (et ce d'autant plus que parfois la présidence accorde une journée de congé aux élèves des écoles ou aux salariés des entreprises d'État, comme si on pouvait même y voir une sorte de Grâce présidentielle induisant la nécessité d'être présent le long du cortège). Ils indiquent que les cris et les acclamations sont prévus et programmés par les organisateurs. Non qu'il y ait là manipulation ou complot. Mais, la liesse « populaire » est devenue une institution sociale dont les conditions de félicité sont organisées par avance. De surcroît, les liesses se préparent aussi localement, à partir d'un café et des habitués d'un café, de l'alignement des décors et des corps par les mobilisations communales, associatives et partisanes, de drainage de la liesse par les sociétés musicales, de l'ordonnancement de la déférence enfantine. Moyennant quoi, remarque l'auteur, les documents ne cessent de nous ramener conjointement aux anciennes méfiances traditionnelles à l'égard des foules. Nous connaissons bien, il est vrai, ce problème de la peur des foules, élaboré depuis le 19e siècle (Tarde, Durkheim, Le Bon).

La liesse, par exemple, fait l'objet d'une éducation permettant que les individus s'approprient les aptitudes acquises. Les instruments de cet apprentissage sont les suivants : les images-type de foules en liesse, les journaux, les reportages. De ce fait, il devient clair que les acclamations dans les cortèges publics correspondent à des comportements dépersonnalisés. Ce sont des attitudes qui peuvent se passer de sentiments ou de croyances, des gestes que tous les participants peuvent accomplir sans avoir à les justifier.

Autrement dit, et désormais il va falloir tenir compte de ce résultat, il convient de comprendre que les liesses et les effervescences « populaires » sont des institutions comme les autres (et tellement semblables les unes aux autres que l'auteur, en comparant des photos de liesse autour de Pétain puis autour du Général de Gaulle montre qu'on ne peut établir entre elles aucune différence).

Elles préexistent à toute réalisation parce qu'elles ont été apprises… non par quelque dressage ou propagande, mais uniquement par le jeu de la préparation même. Ce sont routines et conformismes plutôt que propagande. Leur caractère intégrateur est à cet égard moins flagrant que leur caractère de vérification des apprentissages incorporés.

Ces éléments montrent que la liesse préexiste à ses expérimentations individuelles puisqu'elle est préparée : spectacles, bouleversement du quotidien, organisation de nouveaux repères dans la rue, habillages urbains, banderoles, pavoisement, mâts, … (au passage, puisqu'il s'agit d'une institutionnalisation, il faut rappeler que les villes y risquent aussi leur prestige local et national). Et cette préparation matérielle, en retour, vient enrichir la liesse, dans la mesure où elle instaure une frontière nette entre le temps ordinaire et le temps officiel des cérémonies. Elle déclenche un processus par ces artifices.

Voir l'enthousiasme, c'est reconnaître l'approbation des âmes adhérentes.

Revenons alors sur l'antienne qui a motivé cette sorte de contre-analyse : les rassemblements en question seraient des vecteurs de socialisation parce que les individus qui y participent ont conscience de vivre la même chose. « S'ils applaudissent, c'est qu'ils approuvent », a-t-on retenu de la présence des foules dans les cortèges présidentiels. La formule est belle. Néanmoins, elle n'est pas pertinente. Elle suggère que le frisson de foule est un sentiment politique. Mais aussi que l'effervescence constituerait une adhésion. La formule, d'ailleurs, organise comme un glissement des comportements à l'état d'esprit des spectateurs. Autrement dit, l'interprétation, en général, est prête d'avance : elle consiste à énoncer les intentions du public présent en imputant, à partir de l'observation des comportements acclamatifs, les raisons d'agir ou les motifs qui doivent leur correspondre dans la tête des participants.

C'est donc sur la nature des commentaires qu'il faut revenir, et non sur les sentiments des participants aux liesses. N'est-ce pas le commentateur qui invente cette adéquation ? N'est-on pas convaincu d'avance d'un aspect préétabli que doivent revêtir les formes acclamatives ? De tout cela, l'auteur ne

se contente pas de rendre compte. Il interroge aussi les catégories par lesquelles nous pensons ces phénomènes : religion civile ? Rituels ? Mais aussi des catégories plus simples, comme celle d'applaudissement par exemple (ce qui pourrait ne consister qu'à frapper dans ses mains, quoique cela soit aussi interprété comme un signe d'approbation ; le glissement mérite qu'on s'y arrête).

Partant, l'auteur ne cesse de nous reconduire à sa découverte : les commentateurs appliquent aux phénomènes des interprétations toutes prêtes, au travers desquelles nous recevons ensuite les événements. L'enquêteur habituel, commentateur des voyages présidentiels, ne se contente pas de décoder, il encode. Il sait tout d'avance du sens de la cérémonie. Au point que, pour lui, regarder le phénomène ne s'accomplit plus qu'au travers de la grille des attentes : « L'action rituelle permet, du point de vue de l'observateur, de redonner conscience aux comportements des participants, de les remotiver en plaçant dans leurs esprits les croyances qu'ils doivent avoir pour faire ce qu'ils font, réconciliant ainsi l'âme et le corps en même temps qu'il fonde l'efficacité du rite ».

Les voyages et déplacements présidentiels n'existent d'ailleurs qu'au travers des narrations qu'on en fait (rappelons sur ce plan qu'une exposition récente au Jeu de Paume [Paris] soulignait par d'autres biais ce phénomène : *L'événement, les images comme acteurs de l'histoire*). Et les relations de voyage, une fois comparées, ne sont pas seulement homogènes, mais monotones dans leur exubérance même : relation du déroulement du déplacement, retranscription des discours, des serrements de mains… Les reportages ne cessent de surévaluer les comportements motivés, et ceux qui accentuent la force de la scène de la communion avec le peuple. Les lieux communs s'y lisent à satiété : dans les récits de déplacement, de rencontres ou dans les images de situation.

Et quand on se heurte aux faits, on retombe de haut ! La preuve : l'enquête montre que la préparation d'un voyage présidentiel repose sur des locations prévues de balcons, des ventes diverses de produits dérivés, et de nombreux autres petits trafics. Et la même enquête, s'intéressant aux exclus des défilés, ne peut interdire la multiplication des questions. Après tout, Stendhal n'a rien mieux vu que la manière dont les fastes publics masquaient des luttes entre les uns et

les autres, pour les places ou les rangs, …

Les faiseurs de voyages.

Pour obtenir un tel résultat, de telles liesses (décrites) et de tels applaudissements (dans les articles), s'appuie-t-on sur des miracles ? Non, mais sur un travail patient d'encadrement, et sur une mission très précise confiée aux élus locaux. Le voyage est d'autant mieux commenté, qu'il enveloppe un horizon d'attente de la part des participants. Et que cet horizon d'attente est apparemment ancré dans une longue tradition.

C'est là tout le travail des préparateurs de voyages. Et leurs dossiers, transmis de gouvernement à gouvernement, sont bien entretenus. N'insistons pas sur ce point, qui fait, cependant, l'objet de pages entières de description, dans l'ouvrage de Mariot.

Il y a d'abord la Maison militaire de l'Élysée. Des agents de l'État, donc, venus de différents métiers, et susceptibles d'organiser les voyages et l'atmosphère qu'on doit en retirer. Listes de visites, plans, cartes, contacts, plans de tables, *vade mecum* de voyages officiels, accréditations et systèmes de fidélisation, tels sont les ingrédients de cette préparation. Ils élaborent des pré-programmes et des programmes. Ils organisent des visites. Se rallient à des protocoles. Signalent les acteurs à mettre en œuvre. Soupèsent les bons itinéraires et équilibrent les types de personnes auxquelles rendre visite. Au besoin, ils organisent, parallèlement à la visite présidentielle, un accompagnement de spectacles destinés aux foules.

Il y a ensuite, les agents voyagistes, ceux qui étudient inlassablement les précédents voyages parce qu'ils ont fait leurs preuves. Et souhaitent en faire des modèles.

Il y a aussi les journalistes, eux qui feignent d'oublier que ce sont toujours les mêmes voyages, que « chaque promenade réitère des revues de liesse à la fois neuves et partout semblables ». Et le système des dépêches de presse qui confirme toujours par les modalités d'exposition les choses qui servent le plus à ces voyages.

Il y a enfin les présidents eux-mêmes qui ont l'habitude des voyages dans les régions, savent respecter les formes en usage, font attention à ne pas faire de faute, tout en imposant une touche personnelle à chaque fois.

Bref, une sorte de système, si on peut risquer ce mot. En tout cas, un évident contentement général. Une satisfaction primordiale non par corruption, mais par connivence.

Des questions politiques.

Il reste évidemment à s'interroger, à partir de ces rectifications de perspectives. Les rites politiques sont nombreux. Ils doivent être interrogés, dans leur relation à ce que nous appelons démocratie ou république. Quelle est la fonction des cérémonies politiques, des formes de la représentation en public ou des modalités de l'acclamation ? S'agit-il vraiment de revivifier les valeurs du groupe rassemblé ? Quelle force ont les gestes et les propos avancés par l'orateur ? Le chef de l'État aide-t-il vraiment à préserver l'unité nationale par de telles visites en région ?

Certes, les spectateurs ont applaudi. Mais qu'ont-ils applaudi ? Comment penser désormais les fonctions des religions civiles, des rituels et des croyances dans l'espace public politique ? Questions que l'on pourrait, par ailleurs, étendre à celles concernant le degré de confiance accordé aux chefs de l'État, à celles des effets produits par le déploiement des insignes nationaux, etc. Et on ne peut pas négliger le fait qu'il existe bien des moments d'effervescence où des portraits, des statues peuvent être l'objet de fureurs autant que de ferveur. Cela même si l'on constate des déplacements historiques, parmi lesquels celui-ci : en matière de cortèges présidentiels, nous sommes passés d'une logique du passage en revue des publics et des choses à visiter à une logique de la cible à viser. Avant les foules étaient saluées à distance. Mais de nos jours, le cérémonial de l'écoute a pris le pas sur le précédent.

En un mot : quelle est la fonction des émotions (émotions, participation à une manifestation, communauté de sentiment, liesse dans la rue) en politique démocratique, dans sa différence avec l'organisation de l'argumentation

publique ?

Et pour revenir à l'objet de cet ouvrage dont nous ne saurions trop conseiller la lecture, qui attend des préparatifs des voyages présidentiels des spectateurs sans comportements exclamatifs ? Terreur des services officiels compétents ! Un tel spectateur priverait tous ceux qui sont chargés de produire les clichés et narrations du concours indispensable au succès annoncé. Pour que l'organisation locale ne soit taxée d'aucun défaut, de toute manière, le personnage central bénéficiera toujours d'un seuil minimal d'acclamations qui, dans la logique du comportement comme preuve d'adhésion, est suffisant. Mais risque-t-on vraiment quelque chose à mettre ainsi un Président en public ? Il semble bien que non. Ces fêtes et cérémonies publiques relèvent, selon l'expression de Mona Ozouf, d'un « formalisme buté ». La preuve de l'efficacité : nul besoin de la chercher. Elle est dans le principe même. La fonction des voyages est justifiée dans le principe même par lequel on les a rendus indispensables.

Nicolas Mariot, *Bains de foule, Les voyages présidentiels en province, 1888-2002,* Paris, Belin, Coll. Socio-histoire, 2006, 352 pages, 24 €.

Résumé

Il faut commencer par un rappel, auquel l'auteur, chargé de recherches au Cnrs (Amiens), ne cesse de nous reconduire : il existe de nombreux présupposés, répétés à satiété, concernant les rituels politiques et les comportements collectifs dans les lieux publics (voyages présidentiels, haies d'honneur, réunions de masse). Les commentateurs et journalistes ne cessent de les ...